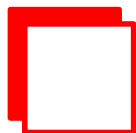


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 207 - 1,50 € - Août - Septembre 2009



*Pour l'Emancipation Sociale!*



## Pour sortir du capitalisme en crise

La première vague des luttes pour le socialisme, celle du 20<sup>ème</sup> siècle, a démontré les limites des prétendus communismes de la 3<sup>ème</sup> Internationale, des nationalismes du Sud et, désormais, la faillite des social-démocraties européennes. En tirer les leçons suppose d'associer la gestion économique, les décisions politiques à l'approfondissement de la démocratisation de la société, tout en intégrant la dimension écologique à la critique radicale du capitalisme. Mais ces orientations, si elles ne sont pas conjuguées avec un internationalisme exigeant rateraient la dimension essentielle de la crise du capitalisme.

Certes, la crise du système est financière, économique, sociale, énergétique et écologique. Mais, c'est aussi celle d'une guerre Nord contre Sud, contre les périphéries récalcitrantes, celle de la tentative de déploiement du contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN. Cette gestion militarisée est aussi en crise. Sera-t-elle remise en question par la seule révolte des pays du Sud et pour quels résultats ? Le pouvoir des oligarchies, de leurs alliés, concurrents et sous-fifres, ne sera remis en cause que par la convergence des luttes du Nord et du Sud. Les Forums sociaux mondiaux ont montré que cette voie devrait être suivie malgré les difficultés actuelles. C'est pourquoi il convient d'être plus que méfiants vis-à-vis de la propagande médiatique qui encense le dictateur tunisien et condamne la mollahcratie en Iran, s'accommode des régimes mexicains et colombiens, tout en jetant l'opprobre sur Chavez et Morales, etc.

La victoire d'Obama et la brève obamania qui lui a succédé sont paradoxalement la preuve que l'hégémonie étatsunienne connaît les limites de sa puissance. Le rêve étatsunien est devenu pour nombre de ses citoyens un cauchemar dont ils ne sont pas prêts de sortir compte tenu du poids de l'idéologie dominante qui, pour nombre d'entre eux, les a transformés en crétins lobotomisés (voir les réactions par rapport à la réforme « communiste » du système de santé). On n'est pas forcément mieux lotis chez nous, vu les faiblesses des réactions par rapport aux privatisations, licenciements, etc.

Sortir du capitalisme en crise, c'est lutter contre la destruction des bases productives au Nord, autrement dit promouvoir la relocalisation d'activités de proximité écologiquement viables. Ce n'est pas seulement de primes de départ dont les travailleurs occidentaux doivent s'emparer mais de l'appropriation des moyens de production pour produire autrement et autre chose qui satisfasse les besoins des populations. Sortir du capitalisme en crise - et c'est un autre défi - c'est aussi s'opposer au pillage des ressources du Sud et aux guerres impériales.

Pour ce faire, les calembredaines et autre fariboles assénées à longueur de média sur la sortie de crise doivent être rejetées comme autant d'impostures pour tenter de nous détourner de la nécessaire sortie du capitalisme.



Dans l'édito du précédent numéro d'ACC (qui sera envoyé gratuitement à tout nouvel abonné) nous avons lancé une interpellation iconoclaste : «*Qu'est-ce tu fous, vieille taupe ?*», en nous contentant d'évoquer la situation française récente. Dans le dernier numéro d'«*Echanges*» (n°129 – Été 2009 – 3 euros – 70 pages A5) qui vient de paraître, un article soulève - dans un style plus châtié - la même interrogation dans une analyse plus large, puisqu'elle s'étend au niveau international et sur une période plus longue.

Nous reprenons ci-dessous l'intégralité de cet article paru dans le numéro d'été d'«*Echanges*» qui est le bulletin du réseau «*Echanges et mouvement*». Pour s'abonner à ce bulletin (15 euros les 4 numéros) s'adresser à «*Echanges*» BP 241 75866 PARIS cedex ; [echanges.mouvement@laposte.net](mailto:echanges.mouvement@laposte.net) ; site : [www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org).

# Questions sans réponses

**En Argentine, en France, en Corée, en Iran, en Lettonie... des mouvements importants apparaissent, sans que ceux qui ont le pouvoir de paralyser le système capitaliste - les exploités - n'agissent. Tous semblent réunis dans un refus des médiations politiques, exprimé dans des attitudes plutôt que dans des actes directs, comme si chacun pensait sans le dire, que ce système a fait son temps et qu'autre chose doit venir...**

## Argentine

En Argentine, en décembre 2001, les mesures drastiques prises pour résoudre la faillite de l'Etat et de tout le système économique déclenchent un double mouvement: la radicalisation d'un mouvement des chômeurs préexistants - les Piqueteros - avec des méthodes de lutte radicales et une révolte des classes moyennes touchées par les mesures financières. Les deux mouvements s'unissent dans des manifestations violentes spontanées, notamment dans la capitale, mais leur répression dans le sang les divise à nouveau avec d'un côté des assemblées de quartier et de l'autre les barages et actions de récupération des Piqueteros.

Aucun de ces mouvements concernant des couches bien définies de la population ne s'étendra à d'autres milieux sociaux et, notamment, pas à l'ensemble du prolétariat actif: ou ils disparaîtront ou ils se trouveront réintégrés dans le système, qui n'a pas été ébranlé dans ses fondements.

## France

En France, l'automne 2005 a vu une violente révolte dans les banlieues, ghettos sociaux des grandes villes d'une bonne partie du pays... Elle était partie d'un fait ponctuel, la mort de deux jeunes dans une ville de la banlieue parisienne, mort mettant en cause directement la répression policière quotidienne. Cette révolte s'est prolongée dans le temps et géographiquement, mais elle ne s'est pas étendue à d'autres milieux sociaux. Le printemps 2006 a vu, sous une forme beaucoup moins violente mais de bien plus grande ampleur par le nombre, une

autre révolte de toute une partie des jeunes, lycéens et étudiants essentiellement, contre un article d'un texte de loi légalisant la précarité dans l'entrée dans «la vie active» (le Contrat première embauche - CPE). Après une succession d'imposantes manifestations, le mouvement s'est éteint brusquement, après que le pouvoir politique eût cédé sur ce seul article. Ce mouvement concernant l'ensemble des Jeunes n'a pas gagné d'autres milieux sociaux - pas les jeunes des cités, et encore moins l'ensemble du prolétariat actif.

## Corée du Sud, Buenos-Aires

En mai et juin 2008, la Corée du Sud a vu se développer un large mouvement de Contestation qui a réuni chaque jour, et souvent toute la nuit, dans les rues de Séoul et d'autres grandes villes, jusqu'à plus de 100 000 manifestants. Le prétexte de ces rassemblements (la levée de l'interdiction d'Importation de viande américaine) semblait bien mince, mais ils revêtaient un caractère de spontanéité, d'auto-organisation, de festivité. On ne peut que rapprocher la manière dont se sont développés et répétés ces élans populaires avec la description d'un manifestant de Buenos-Aires en 2001 : «*Les gens allaient, venaient, les cortèges se recyclaient, les avenues se vidaient puis se remplissaient à nouveau d'hommes, de femmes, de familles avec leurs chiens. C'était quelque chose d'impressionnant parce que totalement spontané...*» Même la répression dut prendre d'autres formes que l'affrontement brutal. Mais, là non plus, le vent de révolte ne gagna pas l'ensemble du prolétariat actif et ne se transforma pas en une contestation plus radicale, encore moins en une construction d'un autre système social, alors que les pratiques semblaient ouvrir un chemin.

Début décembre 2008, le meurtre par la police d'un jeune lycéen fut l'étincelle qui provoqua en Grèce une explosion de manifestations, d'occupations et d'attaques contre tout ce qui pouvait symboliser ou concrétiser la domination du capital. Ce fut, pour l'essentiel, un mouvement de jeunes de tous milieux sociaux dont les échos s'étendirent bien au-delà de la Grèce. Mais, pas tant sous l'effet de la répression que sous celui de ses propres limites, la révolte devint peu à peu

l'action de groupes marginaux et cessa d'être le mouvement contestataire de masse qu'il avait été à l'origine. Là aussi, ce destin était lié au fait que les «forçés vives» du prolétariat actif n'étaient pas (ou bien peu) intervenues dans les affrontements avec l'ordre social. Pourtant, parallèlement, d'innombrables discussions avaient tenté de «faire bouger» le prolétariat et de brosser un aperçu de ce que pourrait être une autre société.

## Iran

Qui s'est vraiment soulevé en Iran pour participer à ces immenses manifestations, et pas seulement dans la capitale Téhéran ? Fraude électorale et règlements internes autour des clans au pouvoir ? Ou, plus obscurément, l'espoir de faire exploser la chape de plomb que fait peser sur tous un régime théocratique garant d'un mélange capitaliste d'Etat, d'un secteur privé peu évolué et d'une petite bourgeoisie du négoce. Après quel-

## Travailler pour la paie : Les racines de la révolte

S'appuyant sur leur expérience de militants, de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail les auteurs décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme ("Le travailleur en guerre contre lui-même"), ils dépeignent les comportements ouvriers sous l'angle du rapport capital-travail.

Une traduction de cet ouvrage a déjà été publiée dans "*Echanges*", le bulletin du réseau "*Echanges et mouvement*", (voir adresse ci-dessus).

"*Travailler pour la paie : Les racines de la révolte*" est paru aux Editions Acratie, 164 p. 17 euros. A commander à l'adresse d'"*Echanges*". Prix spécial pour les abonnés à "*Echanges*" : 10 euros.

que hésitation, le clan actuellement au pouvoir a éteint cette explosion dans le sang. Mais malgré quelques timides appels, aucune solidarité n'est venue des forces vives d'un important prolétariat, pourtant lui aussi victime d'une répression quotidienne dans l'exploitation. Etait-ce le fait que les manifestants appartenaient à une autre classe sociale et que leur révolte n'était pas celle des travailleurs ?

### Autre chose doit venir

Nous pourrions multiplier ces exemples: dans la période récente, de telles explosions de révoltes ont pu prendre différentes formes en fonction de leur cause, depuis les émeutes de la faim lors de l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants au début de 2008 dans les pays du tiers-monde, à celles plus récentes contre les mesures d'austérité prises pour endiguer les conséquences de la crise économique et financière (Islande, Lettonie, etc.), contre des opérations politiques douteuses de semi-dictatures (Thaïlande...). Mais là aussi, bien que souvent la véritable cause de ces mouvements eût été une situation sociale difficile à supporter pour l'ensemble de la population mais plus encore pour le prolétariat, aucun mouvement social touchant les forces vives du capital n'est venu leur apporter l'élément déterminant lui permettant de s'imposer.

Ce n'est pourtant pas faute de théories, de programmes, de partis, de leaders auto-proclamés. Ceux du passé comme ceux qui tentent des dépassements pour répondre à une situation insaisissable. D'un côté, on voit des mouvements importants qui prennent des caractères spécifiques mais dont l'imprécision autorise certaines manipulations. De l'autre, ceux qui pourraient par leur action paralyser tout le système capitaliste et qui disposent de ce pouvoir - les exploités - ne semblent pas concernés par ces contestations. Et tous réunis dans une sorte de refus de toute médiation politique, plus exprimé dans les faits et les attitudes que dans des actes directs de lutte, comme si tout un chacun pensait sans le dire expressément, que ce système a fait son temps et qu'autre chose doit venir. Mais quoi ?

Une question sans réponse pour le moment.

H.S.

## Référendum au Niger : Areva, Tandja et Sarko triomphent

Dans un communiqué publié début août, **le Réseau «Sortir du Nucléaire»** protestait contre ce qui se tramait au Niger :

*« Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce le silence complice des autorités françaises face au véritable coup d'Etat organisé au Niger par le Président Mamadou Tandja qui (...) entend briguer un troisième mandat. Pour arriver à ses fins, M Tandja n'a pas hésité à dissoudre la Cour Constitutionnelle et à organiser un référendum illégal prévu pour le 4 août.*

*Il se trouve que, au Niger, Areva exploite des mines d'uranium depuis 45 ans et a récemment obtenu du Président Mamadou Tandja l'autorisation d'ouvrir une mine géante à Imouraren. C'est parce que la supposée "indépendance énergétique de la France" n'est qu'un mythe, et que le fonctionnement des réacteurs nucléaires français est assuré à 100% par les importations d'uranium, en particulier d'Afrique, que M Sarkozy et les autorités françaises cautionnent les atteintes aux droits de l'Homme.*

*De telle atteintes ont lieu dans les pays où Areva exploite des mines d'uranium : au Niger, bien sûr, mais aussi au Congo où le militant associatif Golden Misabiko est emprisonné depuis le 24 juillet pour avoir publié un rapport pointant l'exploitation illégale d'une mine d'uranium... par Areva. Là aussi, les autorités françaises brillent par leur silence.*

*Lors de sa campagne présidentielle, et suite à son élection, M Sarkozy avait pourtant promis que la politique française serait "exemplaire" concernant les Droits de l'Homme. L'accord nucléaire signé le 25 juillet 2007 à Tripoli entre M Sarkozy et le dictateur libyen Kadhafi avait déjà largement écorné ces promesses, de même que les accords nucléaires signés lors des visites de M Sarkozy dans des pays fort peu démocratiques comme au Maghreb, au Moyen-Orient ou en Chine.*

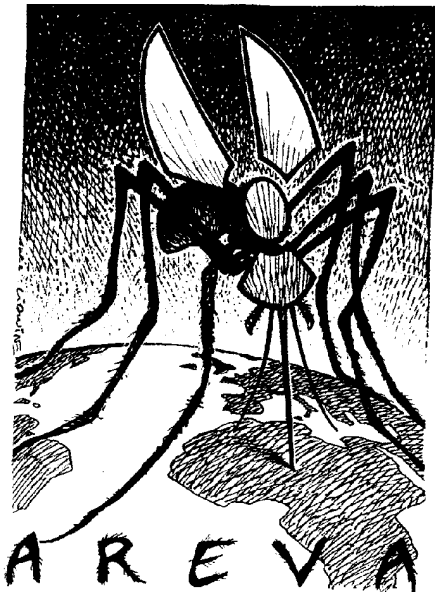
*Il est nécessaire de mettre en lumière le rôle central d'Areva dans ces affaires antidémocratiques. Dans l'immédiat, les autorités françaises doivent se reprendre, exiger l'annulation du référendum anticonstitutionnel prévu le 4 août au Niger, et contraindre Areva à quitter le Niger. Ce sera d'ailleurs l'occasion de mettre un terme aux graves atteintes à l'environnement et à la santé publique qui sont occasionnées par les opérations d'extraction de l'uranium.»*

*Vous vous doutez bien que Sarko n'a pas «exigé l'annulation du référendum anticonstitutionnel» avant le 4 août et encore moins contraint «Areva à quitter le Niger»...*

*A la lecture des communiqués de l'association «Survie», le déroulement des opérations est facile à deviner : c'est «Après son déplacement avec la présidente d'Areva pour l'inauguration de la mine géante d'uranium à Imouraren» que Tandja s'arroge les pleins pouvoirs et annonce l'organisation du référendum du 4 août, passant «du costume de président à celui de dictateur» alors que, ajoute «Survie», «du côté français, rien ou presque n'a été dit».*

*Quand, à l'issue du référendum-mascarade, Tandja annonce triomphalement un score de 92,5%, le porte-parole du ministère des affaires étrangères rend public un communiqué : "Avec la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, la France a toujours marqué son attachement au respect des acquis démocratiques et du cadre constitutionnel (...) Elle ne peut que prendre note des résultats du référendum du 4 août et de l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel". On appréciera la petite merveille d'hypocrisie diplomatique. Dans le même genre, à quelques mots près, on en trouve par centaines dans les tiroirs Françafrique du ministère, les plus récentes souvent inspirées par Areva, d'ailleurs.*

*Mais tout cela ne doit pas vous dissuader de vous rendre à Colmar les 3-4 octobre prochains ! (voir page "Rencontres et Lectures" de ce numéro). Bien au contraire : mieux connaître l'adversaire, sa force et sa détermination, permet d'être plus efficace et de d'éviter des illusions qui pourraient être démobilisatrices ensuite.*



# Construire ensemble une grande manifestation nationale pour les droits des femmes, le 17 octobre 2009

Depuis la fin du 19ème siècle, et même avant, les femmes se battent pour accéder à l'égalité des droits. Le Mouvement de Libération des Femmes, mouvement social de fond, a bousculé la société contemporaine. De fait, grâce au caractère combatif et incisif du MLF, dans une période propice aux luttes sociales, l'égalité des droits a été obtenue. Égalité formelle des droits, oui, mais pas égalité réelle ! **Les inégalités ne sont plus dans les codes civil ou pénal parfois, mais sont encore bien présentes dans la vraie vie !** La liste en est connue : bas salaires, temps partiels, chômage, retraites inférieures, familles mono parentales, sont avant tout l'apanage des femmes. On peut compléter le tableau, de façon non exhaustive, par le peu de place accordé aux femmes dans la représentation politique ou par les violences qu'elles subissent. Bref, le compte de l'égalité n'y est pas !

La crise financière, économique et sociale ne fera qu'aggraver la situation : ce sont toujours les plus fragiles qui sont encore plus fragilisés. Et quand on voit l'obstination d'un Sarkozy à démanteler la Fonction et les services publics, il y a de quoi s'inquiéter : les femmes doivent déjà par exemple, aux deux bouts de la chaîne, pallier les carences d'un véritable service public de la petite enfance et l'absence notable d'un service public national pour les personnes âgées.

Certes, le pays résiste, résistance dont nous sommes partie prenante, nous qui savons conjuguer lutte pour les droits des femmes et lutte pour le maintien des acquis sociaux. Mais nous ressentons le danger de voir la lutte pour l'égalité femmes/hommes passer au second plan au profit de la lutte contre les discriminations et pour la diversité, comme le prouve la disparition du Service pour les Droits des Femmes et de l'Égalité. Pour éviter cette régression majeure, pour la reconnaissance de la lutte pour les droits des femmes, il nous faut réaliser l'unité. D'autant plus que les idées et les combats féministes ont cheminé. Ils irriguent actuellement les syndicats, les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et ce depuis des années déjà.

Seule cette unité, qui doit perdurer, pourra constituer un barrage réel à la régression de la situation des femmes, à la reconquête du lien social. La lutte difficile mais efficace des travailleuses et travailleurs sans papiers pour leur régularisation en apporte la démonstration.

## **C'est pour cette raison que nous vous appelons à construire ensemble une grande manifestation nationale pour les droits des femmes, le 17 octobre 2009**

Celle-ci sera notre apport commun à la reconquête du lien social, et constituera un élément de sortie de crise. Elle se déclinera selon six thématiques : **liberté** de disposer de son corps au travers notamment d'un véritable accès à l'avortement et la contraception, **autonomie** financière au travers de vrais emplois, de vrais statuts, des salaires décents et du temps pour vivre, **dignité** avec le vote et l'application de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes et avec la reconnaissance des droits des lesbiennes, **égalité** dans la vie politique, économique et sociale, **laïcité** avec aucune ingérence des intégrismes religieux dans nos vies ou contre nos droits, **solidarité** dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et l'égalité pour les femmes étrangères en France.

Premières organisations signataires : ANCIC, APEIS, AWSA-France (Arabian Women Solidarity Association), Association Droits des Femmes XXe, CADAC, Chiennes de garde, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes, « Ruptures », CGT-Jeunes, Collectif 13 DDF, Coordination Lesbienne en France, CQFD-Fierté lesbienne, Fédération IFAFE (Initiatives des Femmes Africaines de France et d'Europe), Féministes Laïques Algériennes et Irlandaises, Femmes Libres, Femmes en Noir, Forum Femmes Méditerranée, La Marche Mondiale, LDH, LFID (Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie), LMDE, Les Alternatifs, Les Jeunes Radicaux de Gauche, Les Jeunes Verts, Les Verts, Maison des Babayagas, MFPP, Mix-Cité Orléans, Mix-Cité Paris, MJS, Négar, NPA, Organisation de Femmes Égalité, Paroles de Femmes, PCF, Parti de Gauche, PS, Pluri-Elles Algérie, RAJFIRE, Réseau Féministe « Ruptures », SOS Femme Alternative, SOS SEXISME, Sud Étudiant, UGICT-CGT, UGICT-CGT des Organismes sociaux, UNEF, UNL.

**Texte unitaire d'appel à la mobilisation - tract à diffuser largement**

# L'angoisse des éléphants et petits marquis «socialos»

Quoiqu'il faille rester prudent sur les résultats des dernières élections européennes, furent confirmés, pour le moins, le désintérêt, le rejet d'un jeu sans enjeu. Rien n'y fait, même la puissance des médias, les classes populaires n'adhèrent pas à cette Europe capitaliste et libérale, malgré les promesses de vaines réformes. Quant aux classes moyennes, elles semblent reporter leurs espoirs, pour partie, dans l'attelage disparate d'Europe Ecologie. La Bérézina de la «société des socialistes»<sup>1</sup>, malgré la morosité ambiante de l'échec des luttes, ne peut que nous réjouir. Le devenir des petits marquis et autres barons qui espéraient accéder aux sommets de l'Etat pour gouverner dans le cadre de l'alternance, au profit de la bourgeoisie financière et industrielle semble des plus compromis. Leur angoisse de voir leurs rêves s'évanouir est telle que, dans la dernière période, ils répandent leurs états d'âme, leurs jugements et pronostics catastrophiques. Cela vaut véritablement le détour. La probabilité de ne plus être le parti hégémonique d'opposition, ce qui leur assurait de détenir, en cas de succès, les postes de commande, les laisse pan-tois, indécis sur leur avenir, prêts à la reconversion quand ce n'est pas déjà fait. Ce fut donc une véritable distraction que de collecter et de mettre en scène les jugements que ces tristes sires portent sur eux-mêmes<sup>2</sup> d'autant que, tout compte fait, le diagnostic d'ensemble qui en ressort semble pertinent. Il démontre l'état de déliquescence de ce parti et révèle surtout, mieux qu'une analyse abstraite, les aspirations contrariées des ténors. Le sol se dérobe sous leurs pieds, la vieille taupe semble avoir creusé tant de galeries sous la fondation de la «Maison commune» que la refonder, la reconstruire, la rénover demeure un luxe que beaucoup d'entre eux ne veulent plus se permettre.

## Déliquescence

A les entendre, le diagnostic est cruel. On les savait «divisés» mais «recroquevillés sur eux-mêmes» ? Dans cette auberge espagnole les voix sont discordantes et plurielles. Elles nous disent sur tous les tons que «l'appareil est tombé dans le formol» mais qu'il «faut essayer de le relever» bien qu'il soit à terre et demeure «une machine à perdre», «un arbre sec» qui ne peut plus produire aucun fruit. Quant à Martine Aubry que tous les petits marquis ont mise à leur tête, elle n'est que le «chef d'orchestre de la cacophonie qui règne à bord de ce Titanic, incapable de voir l'ampleur des voies d'eau» qui le plombent. A bord de ce navire qui sombre, elle fustige les fausses notes des quadras, impatientes qu'ils sont de trouver une bouée de sauvetage. Pour reprendre la description amusée du journaliste Noblecourt<sup>3</sup>, sur le pont, «le bal des égots» tourne à la ménagerie: «les éléphants s'ébrouent, les jeunes lions se défilent les uns les autres» tandis que les grands barons des Régions se cramponnent au bastingage «se refusent à toute discipline, à toute vassalité» orchestrale. Ils sont tous malades de la peste électorale car, selon Rocard embarqué dans un autre bateau de plaisance, «les carottes sont cuites», «les électeurs ... ont montré leur attachement au modèle du capitalisme financiarisé» et au «vote conservateur».

Benoît Hamon, «pour franchir le cap», avant que le bateau ne sombre, suggère d'embarquer sur une chaloupe (pour l'heure) chimérique «celle du rassemblement de toute la Gauche qui dépasserait notre propre formation». Mais personne n'entend, les socialistes ne sont pas seulement «inaudibles et malades» mais sourds et «immatures».

Bref, «la situation est grave», désarmé il faut «se réarmer idéologiquement», car la «Maison commune» s'écroule, la «refonder» sur des ruines pour les uns, la «rénover» pour les autres, alors que manifestement il n'y a pas que la façade qui soit craquelée, cela donne lieu entre eux à «une bataille de chiffonniers». Sans y croire, ceux qui veulent la réparer proposent de «rénover la démocratie». Mais pour réintroduire un peu de sérénité «dans ce grand corps malade et à la dérive», au sein «d'un appareil en pleine nécrose» qui ne produit qu'un «vide sidéral» car son «encéphalogramme est plat», il faut véritablement faire appel à un nécromancier<sup>4</sup>. Mais il ne suffit pas d'invoquer Jaurès ! Le constat de l'analyse de G. Grunberg laisse peu d'espoir: le navire «ne fonctionne plus, il est désorienté», d'ailleurs «on n'attend plus rien de lui puisqu'il n'a rien à dire» de différent de Sarkozy ou si peu.

Et, sur le pont, c'est le «désarroi», la pa-

nique, «il n'y a pas d'esprit d'équipe», tous se chamaillent, font preuve d'esprit de chicane, pensez donc ! «En 10 ans, Hollande n'a pas avancé une seule idée» pour s'en sortir. Alors beaucoup, parmi les ténors, à force de s'égosiller «n'ont d'autres espoirs que de s'inventer d'improbables destins solitaires». Ils le pressentent, «leur survie est incertaine» même si «le risque de mort subite est très faible». Voyez ! «La SFIO a mis 15 ans à disparaître», pas de quoi se réjouir «l'agonie n'en sera que plus cruelle». Ajoutez à cela (n'en jetez plus !) «la balkanisation du Parti conduite par les barons et leurs alliances à géométrie variable», on risque d'assister à une guerre des fiefs. Quoi que ! Les éléphants roses sont des êtres timorés, à preuve, l'incantation «d'avoir de l'audace» pour oser s'attaquer au bouclier fiscal de Sarkozy et, contradictoirement, de ne pas faire de l'antisarkozysme. Et puis, ils sont tous affectés de «paresse intellectuelle», «ils ont perdu le sens du désintéressement», engoncés

JULIEN DRAY COGNE SUR MARTINE AUBRY



qu'ils sont dans «le bricolage politicien» et «le clientélisme interne». Ils déplorent, blâment «la vaine querelle des générations», celle qui fut aux affaires et celle qui y aspire, sans se rendre compte que «la Gauche gouvernementale ... s'est perdue elle-même». Quant aux barons, ils se «sont (tellement) enfermés dans le refuge anesthésiant du localisme, flirtant avec l'apolitisme» qu'ils ne s'aperçoivent même plus qu'ils sont «majoritaires dans les régions mais impuissants». Les chefs de courants disloqués ruminent leur «soif de pouvoir». Débauchables, ils le sont ou peuvent le devenir. Sarkozy guette ses proies prochaines. Manuel Valls piaffe, lance son cri du cœur, il «ne veut pas mourir à petit feu», lui et sa génération de quadras, «dans ce parti moribond». Lui et les mêmes qui avaient fait le choix du PS en espérant qu'après Chirac, leur heure serait venue. Alors, ils espèrent tous un miracle à l'américaine qui leur ramènerait une cohorte d'électeurs.

## Dans l'attente d'un miracle, pas de prophétie mais des prophètes en surnombre

L'angoisse est perceptible, la promesse d'une nouvelle «renaissance» (il faut être mort pour en parler !) doit-elle venir d'un projet (car ils n'en n'ont pas) ou d'un leader (il y en a trop) ? Il y a ceux qui s'acharnent à démontrer qu'ils auraient une terre promise à proposer et là, ça tourne vinaigre aux phrases creuses et à l'enfer sarkozien. Lebranchu qui s'y essaie n'est pas véritablement branchée sur la réalité de la précarisation galopante de la société. Son programme ? «*Que chacun soit à sa place puisque chacun a le droit à la réussite comme à l'échec*» (car «*il faut protéger les citoyens et faire confiance aux entrepreneurs*» ! Rien que cela ! Et faute de mesures concrètes qui risqueraient d'être trop radicales, son faible dessein est de «*dessiner une France pour lui redonner une âme*» (elle vire mystique, ma parole !) et «*des armes... (!) pour la compétitivité internationale*». Mieux, elle prétend «*donner un visage à la solidarité et à la morale publique*». C'est là du marketing à bas bruit pour une marchandise bien frelatée d'autant que «*battre la Droite n'est plus un projet politique quand il est si difficile de s'en distinguer*». Alors, faut-il la singer encore plus pour reconquérir ces classes moyennes dont Strauss Kahn, ce faux prophète réfugié dans la tour d'argent du FMI, leur avait promis qu'elles étaient leur avenir.



Pour Manuel Valls qui vire sécuritaire et xénophobe, cela ne fait pas l'ombre d'un doute : «*Il faut tout remettre en cause jusqu'au nom du Parti*». Les Partis frères européens montrent la voie, dans la lignée de Sustra qui a succédé à Veltroni, la coqueluche de Ségo, comme le Parti démocrate italien, il faut être «*centriste à l'américaine*» et Sustra de préciser, pour ceux qui n'auraient pas compris : «*nous ne sommes pas des socialistes, pas trop de Gauche et pas trop pour l'étatisme*». Aubry a recadré cet impatient. Certes, de programme, nous, parti de Gouvernement, nous n'en avons pas, alors «*il faudra des propositions*» et de nous citer des exemples consternants à vous combler de désespérance : «*Mieux indemniser et former les chômeurs*» (cette calamité est nécessaire !), «*accompagner les PME performantes* (point trop n'en faut !) et de plaider pour «*une durée du travail tout au long de la vie*» (le problème des retraites résolu !). Eh oui, elle n'a qu'un regret, celui de «*n'avoir pas pu faire la réforme des retraites*» lorsqu'elle était aux affaires et a laissé Sarko le faire !

**Angoisse**, nous sommes à «*1 000 jours des Présidentielles*», «*attention*» nous allons manquer la marche du pouvoir ! C'est pas le moment, rétorquent les barons, «*la bouée de sauvetage du PS, ce sont les élus locaux*». Les Régionales c'est tout de suite, pas touche, nous voulons garder la haute main sur ce scrutin et la composition des listes; ne venez pas interférer dans nos affaires avec vos courants et votre tactique électorale.

Mais, il nous faut un sauveur, vite, «*1 000 jours*». Vite, un miracle. «*Il va falloir que quelque chose se produise et vite, sinon, tout sera irrémédiablement (sic) compromis*». L'oracle ce sont les primaires à l'américaine. La décision n'est pas encore prise, qu'à cela ne tienne, les prétendants se bousculent déjà. «*Obnubilés*», les Valls, Mosco, Hollande, Delanoë, tous prêts à étouffer Ségo ! Fringante, la petite dame les a remis à leur place. Elle a tracé son autoportrait, elle est la seule à avoir «*charisme, courage, lien avec le peuple et du plaisir (sic)*». Comme pour mieux assurer sa dérisoire autopromotion, elle nous promet, pour la rentrée, la parution «*d'un dictionnaire amoureux de la politique*». L'apprentie starlette a de telles bouffées de chaleur qu'elle veut nous les faire partager ? Cette starmania annoncée sent le bide assuré, non ?

Quant à Mister Hollande, lui, il s'est installé à son propre compte. Il préconise comme une nouveauté «*de relancer la production française*» et de «*lancer un nouvel emprunt*», du Sarko pur jus ... Pas de quoi s'étonner que, vis-à-vis des uns comme des autres, fleurit entre camarades le sobriquet chaleureux de «*doux dingues*». Ils ont de ces

amabilités ceux qui claironnent la fraternité ! Mais ils n'oublient pas qu'ils ont des maroquins à conserver. Et là, Hue, le maître en balourdise qui «*s'enorgueillit d'avoir porté la plus longue participation des communistes à un gouvernement de Gauche en Europe occidentale*» et par la même occasion de les avoir réduits à la portion congrue, est arrivé en prompt renfort «*pour jouer un rôle fédérateur*». Il n'est pas certain qu'il arrive au port pour «*sauver les 185 conseillers régionaux PCF sortants*». C'est pourtant la mission qu'il s'est assignée, le drôle, qui avoue «*les partis de Gauche ont failli*» et pourtant il est «*tellement fier de son parti*», lui qui n'a pas repris sa carte au PCF... Pi-toyable ! Bartolone, lui, est plus réaliste : «*c'est foutu*». «*Les électeurs ne nous trouvent ni utiles, ni sympathiques*» et amer, de se questionner : «*les socialistes ont-ils envie de rester ensemble ? Y a-t-il un avenir porteur ailleurs ?*»

## Des aspirations contrariées pour intégrer les cercles dominants

«*1 000 jours*» pour parvenir ou décrocher. Certains, pragmatiques, n'ont pas attendu, les débauchables se sont fait débaucher, ils ont quitté le navire en perdition et, ma foi, se sont bien intégrés. Laissons de côté l'inénarrable bushien Kouchner, intéressons-nous pour leurs caractères emblématiques à Besson et à Rocard. Nous ne dirons rien non plus de ceux qui sont sur liste d'attente, les Lang, Allegre et quelques autres en mal de reconversion.

Besson donc, l'ex-spécialiste en économie du PS, l'ex-futur espoir, s'est très vite adapté à ses nouvelles convictions sarkozystes. Son prédécesseur lui a montré la voie, il déploie tout son zèle. Ministre de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, le voici désormais pétainiste bon teint, justifiant la délation, réclamant des corbeaux. Ne doutant de rien, bonhomme, aux associations de défense des «*sans papiers*» il réclame des noms, des coupables ! L'homme a ses quotas à respecter et un délit de solidarité à faire appliquer, ce qui motive amplement toutes les tracasseries qu'il fait subir, le climat d'intimidation et de crainte qu'il entretient. La loi républicaine est ce qu'elle est: quiconque aide, héberge un sans papier a droit à une peine maxi de 5 ans d'emprisonnement et 30 000€ d'amende. Certes, on n'ose pas, en haut lieu, l'appliquer dans toute sa rigueur sécuritaire. Cela n'empêche pas ce fringant dignitaire de la xénophobie, de mentir effrontément au GISTI<sup>5</sup>, en prétendant malgré les preuves avancées qu'aucune condamnation n'a été prononcée. N'en doutons pas, la raison d'Etat républicaine guide ses pas. C'est certainement une de ces «*valeurs*» dont se gargarise chaque ma-

tin Martine Aubry, muette sur le sujet des étrangers. Ces gens là nous assurent pourtant qu'ils sont pleins d'humanité et de fraternité ! Faut pas croire le dicton populaire qui nous assure que «lorsque l'on a la chemise merdeuse on ne monte pas au mât de cocagne».

Ah ! Rocard, c'est un autre style, tout en rondeur et rond de jambes. Devenu premier missi dominici de Sarko et qu'importe si les idées ne viennent pas de lui, il admire son étroitesse pontificante d'homme indispensable. Membre de la commission de réflexion sur l'emprunt national en compagnie de Juppé, Monsieur «*taxe carbone*»<sup>6</sup> et récemment promu par son ami Kouchner, ambassa-

## > MANUEL VALLS MENACE



leur itinérant pour la protection des pôles arctique et antarctique. Cela ne lui suffisait pas de nous montrer sa superbe propriété avec ses chats et ses chiens, le voilà qui court le «*pingouin*» ... Plus méchamment ses petits camarades disent qu'il s'est «*transformé en béquille improbable de Sarko*». Ils oublient que ses conseils (!) sont largement rémunérés et que les croisières sont un agrément sans nul autre pareil. A bord du luxueux bateau *Diamant* (ça ne s'invente pas !) du 29 juillet au 9 août, l'inusable Rocard appareillera pour une tournée en Groenland afin de découvrir la magie des glaces<sup>7</sup>. Sûr que ce complaisant personnage nous reviendra avec force recommandations, et plein de faconde sur la bonne gouvernance pour la planète !

Ah les barons ! Ils se portent bien, se pensent indélogeables. Prière de ne pas leur souffler dans les bronches, leurs courants ce sont leurs affidés et ils n'ont d'états d'âme ni pour la plèbe ni pour la nature. Une figure cynique pour illustrer: Jean Marc Ayrault, le bétonneur, celui qui a compris que l'avenir c'est la sainte alliance UMPs. Le Maire de Nantes, député mégalo, trouve que son aéroport n'est pas assez grand(iose). Pensez donc ! il accueille 2,8 millions de passagers par an. Bon, pour ne pas le contre-

dire, oublions que celui de Genève avec ses 340 hectares permet à ses 10 millions de voyageurs d'emprunter les avions sans problème et considérons le projet qu'Ayrault a concocté avec l'UMP. Pour la bagatelle de 600 millions d'euros, 2 000 hectares de terres agricoles seront dévorées, 50 exploitations agricoles rasées et l'étalement urbain stimulé, les nuisances sonores en seront amplifiées mais ce qui compte c'est bien sûr le développement durable de la nouvelle mégapole européenne. Que les associations pétitionnent, que 200 élus ruraux se coalisent, il n'en a cure, la démocratie est chose trop importante pour être confiée à la populace.

Il y a les grands élus et aussi les gagne-petit qui veulent jouer dans la cour des grands. Lorsque ces apprentis affairistes ou ripoux à la petite semaine se font prendre la main dans le sac alors qu'ils espéraient frimer auprès de leurs pairs, ils sont pitoyables. Il n'y a pas lieu de s'étendre sur ces cas comme ceux du Maire d'Hénin-Beaumont ou de Julien Dray. Notons néanmoins que le premier a redonné consistance au FN en perte de vitesse et que le second en puisant dans les caisses de SOS Racisme et de la FIDL<sup>8</sup>, et ce, pour se donner des airs de petit pontife et satisfaire ses goûts de coquette

(montres Rolex ... une James Bond ...), rend un fier service à ceux qui n'avaient pas encore saisi la nature de ces filiales du PS. Et le chiqué est choqué que l'on ose révéler ses malversations, quand nombre traders inconnus s'en mettent plein les poches.

Dans ce marigot quelque peu fétide, la foire aux vanités est désormais bien mal récompensée. Las d'attendre une alternance désirée qui ne vient pas. Certains ont certes sauté le Rubicon qui les sépare si peu de la Droite, les autres trépigment. 1 000 jours ! Ces parvenus ou aspirant à le devenir sont obnubilés par leur «*désir d'avenir*» : servir la bourgeoisie financière dominante et en attendre en retour une juteuse rétribution par intégration. Leurs modèles sont peut-être à l'Est ? Quoique Blair à l'Ouest c'est pas mal. Pour ne nous en tenir qu'aux Allemands, orfèvres en la matière, citons Schroeder, cet ex-idole de la «social démocratie» qui, ayant à peine quitté son fauteuil de la Chancellerie s'est propulsé à la tête de Gazprom. Lui, l'un des dirigeants les plus riches de ce consortium vient d'être rejoint par Joachim Fischer, l'ex-coqueluche de la «gauche» européenne. Embauché par Nabucco, il paraîtrait, selon la presse allemande discrète en la matière, qu'il pal-

perait un salaire alignant cinq zéros en euro. En gentleman de cette nouvelle aristocratie financière, Schroeder a salué l'arrivée de ce concurrent par un «bienvenu au club» ! D'autres, moins bien placés, intégrés au sommet des conseils d'administration tels Cap Gemini, Casino, CETELEM, la Banque Lazard ... font certainement baver d'impuissance tous les petits soupirants qui peuplent le PS. Dans le sillage des maîtres, ils sont comme ces mouettes criardes quémendant leur rebut de morue derrière le navire de la mondialisation.

## La taupe creuse là où l'on ne l'attend pas

Mais les temps ont changé. La bourgeoisie financière dominante n'a qu'une religion, Sarko l'intrépide. Le bloc au pouvoir traite avec mépris les classes appuis de la petite bourgeoisie et des classes moyennes sur lesquelles s'est fondé le PS pour se hisser aux hauteurs de l'Etat pour mieux libérer le capitalisme de contraintes réglementaires jugées archaïques. **L'heure est à la brutalisation des rapports sociaux.** Pour restaurer dans toute sa splendeur spéculative le capital financier, il faut bien faire payer la crise à tous ces bobos. Quant aux classes populaires on leur fera ingurgiter de force la pilule amère. On pourra toujours, pour les aider à déglutir ces couleuvres, leur injecter quelques baumes palliatifs tels le RSA et autres contrats de transition professionnelle car, chez ces gens là, il est courant de croire que la mansuétude populaire peut gober les illusions les plus ténues. Comme les socio-libéraux ne sont plus d'aucune utilité dans le moment présent, Sarko et ses godillots sont bien décidés à les ringardiser définitivement. Guère insurmontable, ce labeur de réduction du poids des sociaux dans les régions et départements, surtout si le taux d'abstention des classes populaires se maintient. Quant aux 10, voire 15% de l'extrême Gauche, on peut faire avec. Et vis-à-vis de l'attelage improvisé qui marie la carpe libérale et le lapin écolo auquel est rallié l'électorat bobo qui ne sait plus à quel saint se vouer, Sarko-Borloo en feront leur affaire. Et les socialos de pinailler, de pousser des cris d'orfraie à nous épouvanter que l'on puisse, par du charcutage électoral, leur piquer ce qui leur reste. Le sol se dérobe sous leurs pieds, on comprend dès lors que leur jactance s'emballa.

C'est là l'oeuvre de la vieille taupe, là où l'histoire peut nous surprendre. L'illusion d'une obamania se propageant dans l'hexagone se dissout déjà et la réalité de la politique présente et passée taraude les classes populaires et la petite bourgeoisie. L'alternance pour la gauche patronale s'éloigne comme un cauchemar que l'on ne veut pas revivre.

Là où les socio-libéraux sont encore au pouvoir en Europe, en Espagne, au Portugal et en Grande Bretagne, la situation est catastrophique pour les peuples. Et que dire de ces parlementaires britanniques (cette gauche moderne) qui, comme de vulgaires escrocs se vautrent dans les deniers des contribuables ? La mémoire est à vif et les réminiscences sont autant de blessures: la libéralisation des capitaux (Bérégovoy de 88 à 91), la défiscalisation des stocks options (Strauss Kahn), la réduction des impôts pour les plus riches initiée par Fabius ... etc

Alors, rien ou si peu ? Les salariés sont en colère, le feu couve toujours dans les quartiers populaires, les luttes restent défensives, éparpillées même si leurs formes débordent le dialogue social consensuel cher à Chérèque. A l'Elysée et dans les milieux patronaux, l'on a poussé un ouf de soulagement, la jonction des mouvements sociaux qui touchaient les hôpitaux, les universités, les travailleurs licenciés, ne s'est pas produite. Parmi les classes populaires, l'heure est à la déprime et à la croyance diffuse et entretenue que cette crise est un mauvais moment à passer. Ce discours dominant imprègne les esprits quoiqu'on en pense. Les classes dirigeantes et leurs porte-parole nous l'assurent, ils vont moraliser le capitalisme. Certes, quelques escrocs emblématiques nous seront jetés en pâture mais la logique de vautours ne sera pas remise en cause. Anesthésiantes, les idées dominantes enferment les masses dans une prison sans paroi visible. Seule leur pratique sociale faite de nouveaux échecs et de confrontations peut la briser pour autant qu'elle soit étayée par les convictions fortes de révolutionnaires issus de leurs rangs. Nous n'en sommes pas là. **Il n'empêche, l'ébranlement des assises sociales des socio-libéraux a dissipé bien des illusions.** La vieille taupe a creusé de profondes galeries sous leurs pieds. Aux communistes de savoir manœuvrer intelligemment, ce n'est pas donné.

Gérard Deneux le 3.08.2009

1) Référence au livre " La société des socialistes. Le PS aujourd'hui " de R. Lefebvre et F. Sawieki - ed. Savoir agir. Etude sociologique intéressante sur l'évolution, le mode de recrutement, la composition, les réseaux de cette " société des élus " et son " impossible rénovation ". A lire.

2) Toutes les citations, sauf celles précisées, émanent des principaux leaders du PS. En vrac : Aubry, Valls, Montebourg, Delanoë, Hollande, Dray, Bartolone, Zaïki Laïdi, Royal, Rocard, Gaetan Gorce, G. Bachelay, J Lang et de quelques autres. Trop fastidieux pour les citer à chaque fois. Collectés dans la presse du 10 juin au 30 juillet 2009.

3) Le Monde du 23 juillet 2009.

4) Devin qui invoque les morts.

5) Groupe d'information et de soutien des immigrés.

6) L'initiateur, le concepteur de ce nouvel impôt indirect qui va peser sur les ménages n'est autre qu'Alain Quinet, voir son interview dans Le Monde du 1er août. Il est vrai que nos politiciens chevronnés ne font que de la représentation théâtrale et qu'à ce titre ils ont besoin de souffleurs et de nègres.

7) Extraits du Canard Enchaîné du 5.08.2009 "Un voyage qui coûte entre 4 000 et 7 500€ selon la cabine ou la suite mise à disposition ... une rémunération de quelques 5 000€ supplémentaires ! Sans préjuger des conférences à 10 000€ qu'il donne dès que possible ...", de quoi permettre à " ce pauvre Ricky qui ne touche que 11 100€ de retraites cumulées " d'être rémunéré à la hauteur de ses compétences !

8) Fédération indépendante et démocratique lycéenne.

## Formation des enseignants du privé : Le marché et le goupillon contre la laïcité

Comme pour bien marquer la défaite (mais est-elle définitive ?) infligée aux étudiants et aux salariés de l'enseignement supérieur, le pouvoir a brusquement décidé d'aller plus loin dans la mise en œuvre de ce qu'on appelle «le processus de Bologne», qui consiste à créer un marché européen de la connaissance.

### Marché conclu !

La tactique est simple: dans l'éducation, pour accélérer la privatisation, Sarko fait appel au... privé ! Il vient en effet d'offrir la Formation des enseignants du privé au Vatican, désormais autorisé à définir et délivrer les diplômes universitaires catholiques et à désigner sur le territoire français les établissements d'enseignement supérieur qui seront chargés de cette besogne. Il s'agit là d'un abandon de souveraineté total de l'État à l'Église catholique qui obtient le droit de dispenser des diplômes (doctorat, master, licence) sans aucun contrôle.

Dans leur lutte, les enseignants français refusaient la «mastérisation» de la formation des enseignants du second degré ?... Qu'à cela ne tienne ! L'Église, enthousiaste, elle, acceptera de faire le boulot : le Vatican a déjà soumis les maquettes de sept masters de formation des enseignants, dispensés dans les sept «universités» catholiques françaises (Angers, Lille, Lyon, Montpellier – Marseille, Dijon, Paris, Toulouse) avec la volonté de les ouvrir dès septembre 2009. Un module de formation «Être contractuel de l'État dans un établissement privé sous contrat» serait rendu obligatoire pour ceux qui auraient suivi un parcours de master dans une université publique pour être recruté dans l'enseignement catholique.

### Prosélytisme évangélique

Comme le rappelle un communiqué de l'Union syndicale Solidaires, pour les Evêques, qui ont rédigé il y a quelques années un statut de l'enseignement catholique, «L'École catholique est un lieu d'évangélisation, d'action pastorale, non par le moyen d'activités complémentaires, parallèles ou parascolaires, mais par la nature même de son action directement orientée à l'éducation de la personnalité chrétienne». Ces Evêques vont pouvoir, sans contrôle, - et financés par le contribuable ! – intensifier leur démarche prosélyte. SUD Education suggère de visiter un site : [http://www.formiris2.org/ens\\_religions/](http://www.formiris2.org/ens_religions/), qui dépend de Formiris, association privée qui gère les fonds de la formation des maîtres du privé et qui est totalement financée par l'État. Vous verrez qu'on y décrit les orientations catholiques qu'il convient de donner à chaque matière (histoire, sciences de la vie et de la terre, math...).

Sarko fait d'une pierre deux coups : promotion de la religion et privatisation/destruction du service public d'éducation nationale.

C'est déjà 18 décembre 2008 qu'un accord sur «la reconnaissance des grades et diplômes dans l'enseignement supérieur» avait été signé par B. Kouchner, ministre des Affaires étrangères et D. Mamberti, secrétaire au Saint Siège pour les relations avec les Etats. Mais ce n'était qu'un accord. C'est un décret du 16 avril 2009 signé Sarko qui finalise la manœuvre. Un décret qui ignore superbement l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution qui stipule : «La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion». Et qui méprise le principe de liberté de conscience des élèves et des enseignants. C'est pourquoi, la LDH, la ligue de l'enseignement et la FSU ont déposé un recours auprès du Conseil d'Etat.

D'autres actions plus vigoureuses seront certainement nécessaires pour rétablir ce qu'un seul régime avait jusqu'alors remis en cause depuis l'engagement du processus de laïcisation par la Révolution française. Ce régime, qui s'en était pris à la laïcité de la formation des enseignants dans les Écoles normales, c'était celui de Vichy.



# Dérives du syndicalisme, ou syndicalisme à la dérive ?...

Dans son numéro du 19 août dernier, en première page, le "Canard Enchaîné" rapporte les propos amers et virulents que des militants CGT de base peuvent tenir à l'encontre de leurs dirigeants, de Thibault en particulier. Comme souvent dans ce genre d'articles et de propos, on fait implicitement - mais fortement - référence à un syndicalisme qui devrait défendre ses mandants, à une CGT qui serait éternellement et vigoureusement engagée dans la lutte de classe.

C'est oublier ce que sont réellement les appareils syndicaux. Ce qu'ils sont se devine à ce qu'ils font, au quotidien, et beaucoup moins à ce qu'ils disent. C'est oublier, par exemple le rôle que la plupart des directions syndicales ont joué dans les luttes de ces dernières années : jamais en pointe, toujours entraîné de freiner. C'est oublier surtout la profondeur de l'enracinement des bureaucraties dans les institutions qui les nourrissent.

La stratégie d'accompagnement des régressions qu'impose au syndicalisme un système capitaliste de plus en plus chaotique et exigeant est nettement discernable dans la «*position commune du 9 avril [2008] sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme*» qui est un texte signé, après de nombreuses séances de concertation, par le MEDEF et la CGPME d'une part, la CGT et la CFDT d'autre part. Si son application progressive est une affaire qui doit prendre quelques années, il a déjà donné lieu à une loi, celle du 20 août 2008. Dans cet accord, au-delà d'éléments un peu techniques et juridiques, c'est la casse des acquis et des droits sociaux chèrement conquis durant des décennies de luttes qui se profile. Ni la presse, ni, bien entendu, les organisations syndicales, n'ont fait de publicité à cet événement que seuls quelques petits groupes ont dénoncé et analysé. Nous reprenons ci-contre de larges extraits d'une analyse parue dans la revue «*L'Emancipation syndicale et pédagogique*»<sup>(1)</sup> qui a consacré dans son n° 9 (mars 2009) un dossier au thème «*Syndicalisme et Institution*», sous titrant : «*Pour l'indépendance du syndicalisme, rompre avec le dialogue social !*». La position «*commune*» du 9 avril 2008 y est notamment décryptée (l'intégral peut être lu sur :

<http://courantintersyndical.free.fr>)

## Paru dans la revue "L'Emancipation syndicale & pédagogique"

C'est en se référant tout particulièrement à cet accord [du 9 avril 2008], entériné à l'unanimité par la Commission Exécutive de la CGT dès le 16 avril [2008], que Sarkozy a pu affirmer dans une tribune publiée le 19 dans *Le Monde* que «*cette méthode est un succès*». Même approbation chez Laurence Parisot (conférence de presse du 15 avril) : «*Nous avons, avec au moins deux organisations syndicales importantes, créé les conditions d'une vraie évolution du champ des relations sociales. C'est pour moi une révolution silencieuse*».

### Un pas supplémentaire vers le syndicalisme d'accompagnement

La signature de ce texte par la CFDT, habituée à soutenir les mesures réactionnaires des gouvernements successifs, n'a évidemment rien pour surprendre. L'événement politique majeur est donc sa signature par la CGT. Formellement, celle-ci n'est pas habituée à signer de tels accords au niveau interprofessionnel : elle n'en avait signé aucun entre 1970 et 2003. Cette fois, en revanche, ce n'est pas un accord, même régressif, ce n'est pas un cadre de «*compromis*», même lâche. Mais c'est une «*position commune*», c'est-à-dire l'affirmation d'une convergence de fond entre ses signataires. En particulier, l'introduction du chapitre I affirme expressément que l'accord « *vise à permettre le développement du dialogue social au regard des évolutions actuelles de la société et de ses composantes économiques et sociales*» - c'est-à-dire qu'il s'agit de trouver des solutions communes sur la façon de soumettre les travailleurs aux impératifs de la mondialisation capitaliste (incluant évidemment ceux de la crise actuelle)<sup>(2)</sup>. Au-delà même d'une collaboration de classe réformiste «*classique*», il s'agit donc ouvertement d'un cadre d'"union sacrée" entre le patronat et les principales directions syndicales, avec l'onction de Sarkozy (...) dans le sens d'un «*syndicalisme*» d'accompagnement généralisé et institutionnalisé. Comme l'écrit le journal patronal «*L'Usine nouvelle*» du 17 avril [2008], «*ce texte habile et complexe doit être transposé dans la loi. Mais il constitue déjà une victoire pour la rénovation du patronat. (...) Il élargit le champ syndical. Il intègre la CGT dans le jeu*». (...) s'en réjouir.

### Un accord menaçant le «*principe de faveur*»

Officiellement, la principale innovation du texte réside dans l'interdiction d'accords syndicaux excessivement minoritaires (...). En réalité, le but de cette disposition n'a rien à voir avec la démocratie mais vise à briser le «*principe de faveur*» qui régit jusqu'à aujourd'hui le droit du travail français, selon lequel une convention collective de branche ne peut être moins favorable aux travailleurs que la loi, et un accord d'entreprise ne peut être moins favorable qu'une convention collective. Il s'agit donc uniquement d'enrober dans un prétexte démocratique une régression sociale sans précédent.

Pour le comprendre, il faut repartir de la stratégie globale choisie par le MEDEF pour briser les acquis sociaux. Celle-ci est revendiquée ouvertement : dans une logique «*libérale*», il s'agit de substituer le **contrat à la loi**, en remplaçant les droits garantis par des lois par des accords collectifs au niveau de la branche et surtout de l'entreprise. Or cette stratégie s'oppose frontalement à celle de la lutte de classe : depuis le 19<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière s'est au contraire constituée comme classe en se battant pour des lois, c'est-à-dire par une lutte proprement politique. Il est vrai qu'au 20<sup>e</sup> siècle les conquêtes sociales ont souvent pris la forme de conventions collectives ; elles ne concernent par définition qu'une partie du salariat, et ont pu favoriser des pratiques syndicales réformistes, axées sur des rapports de forces partiels par branches voire par entreprises.

Cependant, le principe des accords collectifs a toujours été qu'ils devaient apporter une amélioration pour les travailleurs concernés (un surcroît de droits) par rapport au régime général garanti par la loi. C'est ce que l'on appelle le «*principe de faveur*», disposition spécifique du droit du travail français. (...).

Or c'est bien ce principe que le patronat et le gouvernement veulent briser, afin de vider progressivement de sa substance le droit du travail au moyen d'une myriade d'"accords" d'entreprise, voire d'avenants aux contrats de travail individuels. (...). [Par exemple], dans le texte même de la «*position commune*» du 9 avril [2008], l'article 17 prévoit expressément la possibilité, «*à titre expérimental*», de «*dépasser le contingent conventionnel d'heures supplémentaires (...) au moyen d'accords d'entreprise*».

Il est logique que Laurence Parisot approuve chaudement cette disposition. "Le fait que nous ayons pu acter la possibilité de déroger aux accords de branche en matière de contingent d'heures supplémentaires, (...) c'est bien là aussi le signe d'une installation d'une démocratie sociale avec sa spécificité qui passe par le contrat" jubile le MEDEF. (...)

### Une "représentativité" qui affaiblit les droits syndicaux

Mais la "position commune" du 9 avril ne fait pas qu'entériner l'évidage progressif du principe de faveur, (...), il abolit aussi la "présomption irréfragable de représentativité"<sup>(3)</sup> qui date de 1945 et avait été étendue sur cinq confédérations : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC. Elle est remplacée par d'autres critères de représentativité. (...) :

- L'ancienneté de deux ans, qui revient à entraver très fortement la constitution de nouveaux syndicats, notamment dans les entreprises à fort turn-over comme c'est le cas dans la sous-traitance.

- Le "respect des valeurs républicaines", c'est-à-dire en fait la subordination commune des patrons et des syndicats à cette "démocratie" bourgeoise... qui permet aujourd'hui au MEDEF de diriger de facto le pays.

- La "transparence financière" : les signataires s'engagent à faire certifier leurs comptes par l'Etat. En échange, le texte accroît le financement des syndicats par des subventions patronales... (...)

Désormais, pour être représentatif, un syndicat devra obtenir 8% des voix aux niveaux interprofessionnel et de la branche, 10% au niveau de l'entreprise. Donc, un syndicat représentatif à un niveau ne le sera pas nécessairement aux autres (...) [Belle embrouille] : dans des centaines d'entreprises, les syndicats cesseront donc du jour au lendemain d'être "représentatifs" ! (...). De plus, subordonnée aux élections, la représentativité sera désormais à durée déterminée.

[Plus grave encore] : la remise en cause de la fonction même de délégué syndical, puisque les syndicats n'auront plus le droit d'être représentés par les délégués de leur choix. En effet, le texte subordonne la fonction de délégué syndical de plein droit au fait qu'il ait été élu délégué du personnel ou membre du Comité d'entreprise. Autrement dit, ce délégué ne sera plus choisi exclusivement par le syndicat, mais le choix du syndicat est subordonné au vote des non syndiqués. Les conséquences négatives sont évidentes : électoralisme, perte de contrôle sur les représentants syndicaux, cumul des mandats quasi automatique. (...) C'est une régression fragilisant

le statut de délégué syndical et ouvrant la porte à la répression patronale des délégués qui ne seront pas élus.

De plus, dans les entreprises de moins de 200 salariés, des accords collectifs pourront être négociés et conclus avec des élus du personnel n'appartenant à aucun syndicat : c'est la porte ouverte aux pires accords de régression sociale, aux pires chantages, avec des élus corrompus ou, dans le meilleur des cas, trop atomisés pour acquérir une quelconque conscience de classe.

[Cerise sur le gâteau] : les dispositions visant à faire du syndicalisme un outil de clientélisme ou de promotion personnelle: "La réservation de certains avantages conventionnels aux adhérents des organisations syndicales de salariés constitue (...) une piste à explorer" dit le texte...

### L'auteur de cette analyse parue dans "l'Emancipation", en dénonçant cette «parodie de démocratie» rappelle que :

Pour les syndicalistes de lutte de classe, c'est l'Assemblée générale massive (et la coordination des AG aux différents niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables) qui sont les formes adéquates de la démocratie : c'est la meilleure forme qui permette aux travailleurs de lutter collectivement, sur la base de discussions organisées et de décisions majoritaires, y compris les décisions de sorties de conflit, de compromis selon le rapport de force obtenu (...).

**Stéphane Rey**

**Le bulletin « Echanges »<sup>(4)</sup> consacre lui aussi, dans son numéro d'été, un article à cet accord d'avril 2008 et à la loi d'août 2008 en soulignant qu'un des objectifs est de simplifier le paysage en éliminant les petites confédérations. Il replace le problème dans son cadre européen et mondial en évoquant le modèle du syndicat unique à l'anglo-saxonne. Mais, en décrivant les difficultés imprévues qui ont déjà surgi dans l'application de la loi, «Echanges» ne mentionne pas, comme dans le texte précédent, la disparition du «principe de faveur» et les effets qu'en attendent les patrons.**

### Paru dans le bulletin "Echanges"

#### **La situation depuis 1945**

(...) Malgré un semblant de régénération après les événements de Mai 1968, notamment de la CFDT (scission de la CFTC) [le] syndicalisme «représentatif» s'est de plus en plus transformé en son contraire, un accompagnateur zélé du capitalisme et aujourd'hui un organe de ré-

pression du salariat. Cette évolution a entraîné, autour du concept de lutte de classe, des oppositions au sein [des] confédérations qui ont conduit à des scissions et à la formation de nouveaux syndicats : ceux-ci ont eu bien des difficultés à se faire «reconnaître», que ce soit au niveau d'une entreprise, à celui de la branche ou celui de l'Etat. Mais leur présence n'a pas été sans poser des problèmes dans les secteurs où ils ont fini par contester la place des autres confédérations. (...)

[Il s'agira] de déployer la main-d'œuvre plus librement à l'échelle de l'Union européenne et à simplifier les représentativités syndicales à cet échelon via la Centrale européenne syndicale (CES), qui est la confédération européenne de syndicats apparemment concurrents au niveau national.

Il fallait procéder par étape à un changement radical de la donne syndicale en France, liquider les cadres syndicaux et sociaux élaborés en 1936 (Front populaire, accords Matignon), en 1945 (programme du Conseil national de la résistance) et en mai 1968 (accords de Grenelle). Il fallait minimiser, voire faire disparaître toute structure orientée vers la revendication, car il n'est plus question de revendiquer.

Ce syndicalisme qui se veut aujourd'hui «rassemblé», cette union subite des frères ennemis d'hier, ne vise pas à augmenter le rapport de forces en faveur du salariat, mais au contraire à l'estomper. Il s'agit de se rapprocher du système anglo-saxon de syndicat unique. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une quelconque avancée sociale, mais de réduire voire d'éliminer ce qui fut la bible des relations sociales au cours des trente glorieuses.

### **L'élimination des «petits» syndicats.**

Les élections des délégués du personnel, plus enclins à l'agitation que les délégués aux comités d'entreprises, plutôt tournés vers la gestion, n'intéressent plus le capital.

La première frappe de l'Etat concerne l'organisation des élections de délégués du personnel. La bureaucratie syndicale, les partisans de l'indépendance syndicale, et même le syndicalisme de base, n'y trouvèrent rien à redire. Encouragé par une telle attitude, le patronat décida de passer à l'étape suivante, en prévoyant que dorénavant les élections auraient lieu tous les quatre ans. Là encore, on vit le même aplatissement silencieux; pas un syndicat même de base n'a protesté, les planques syndicales étant garanties pour quatre années.

Seulement l'Etat et le patronat avaient leur petite idée en tête: celle de faire sauter le système de représentation syndicale en vigueur depuis l'après-guerre (l'alliance PCF-gaullistes de gestion de l'Etat de 1944 à 1947). Ils pouvaient, avec l'émergence de nouveaux syndicats comme l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), l'Union syndicale Solidaires (SUD), ou la Fédération syndicale unitaire (FSU), habilement jouer sur les contradictions entre les différentes organisations, et se présenter comme arbitres entre le syndicalisme traditionnel «représentatif» de 1945 et les nouveaux venus.

### Des difficultés imprévues

La SNCF a été la première grande entreprise à expérimenter la nouvelle loi. Pour conserver sa place, le syndicat des conducteurs (FGAAC) est passé à la CFDT, plutôt qu'à l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), sauvant ainsi la CFDT du désastre de la non-représentativité. (...) Le résultat des élections de mars paraît confirmer dans la pratique le but de la loi : CGT (39,3 %), UNSA (18,05 %), SUD Rail (17,67 %), CFDT-FGAC (11,59 %), FO-CFE-CGC (8 %), CFTC (5,4 %). Cela signifie qu'au niveau national, à la SNCF, seuls quatre syndicats seront représentatifs. Pour les deux autres, ce n'est pas seulement le droit de participer aux négociations qui est en cause, mais la perte de bureaux, de permanents, de crédits d'heures de délégations et autres avantages, et pratiquement, à terme, leur élimination. Cependant, on peut penser que le résultat recherché n'a été que partiellement atteint puisque le jeu qui consistait à privilégier la CGT et la CFDT comme premiers syndicats représentatifs.

Une situation similaire s'est produite à France Telecom lors des élections du 22 janvier 2009, où trois syndicats (CFE-CGC, UNSA et CFTC) ont été éliminés. A la RATP, la direction a accepté le report des élections d'un an pour satisfaire les principaux syndicats et permettre les maquignonnages pour préserver les places : aux élections précédentes, deux syndicats sur neuf atteignaient les 10 % fatidiques.

Un conflit récent est venu troubler ce qui se voulait une avancée «unitaire» concoctée par les deux syndicats CGT et CFDT qui depuis des années mènent une politique commune visant à évincer la concurrence syndicale. (...) Les pilotes de lignes d'Air France (4 000 sur 75 000 salariés), regroupés dans un même syndicat ne pouvaient pas atteindre 10 % de l'ensemble. Cette situation a fait que ce syndicat a menacé de faire grève chaque week-end de la période de vacances si,

par dérogation, il n'obtenait pas la représentativité. Ce qui lui fut presque immédiatement accordé. Ce qui a entraîné immédiatement la même revendication des hôtesse et stewards, pour qui la réponse fut négative - mais l'affaire est encore suspendue à un rapport de forces éventuel. Bien sûr, cette «reconnaissance» sous la contrainte de la grève a soulevé l'indignation des deux «grands», CGT et CFDT (...).

### Quand la lutte de classe s'en mêle

Ce n'est pas notre propos d'analyser ici en quoi les évolutions des besoins du capital ont conduit à changer un système qui donnait un grand pouvoir aux bureaucraties syndicales. Mais il est de fait que le cadre général d'assujettissement des travailleurs a été déplacé au niveau de chaque entreprise.

Le centre de gravité dans la fixation des conditions d'exploitation du travail a renforcé le rôle des échelons de base des syndicats (en favorisant l'essor d'oppositions) et affaibli le rôle des bureaucraties fédérales et confédérales. (...) D'une certaine façon, la réforme tend à «légaliser» un nouveau pouvoir des sections de base, tout en lui imposant de telles conditions qu'elle aboutit en fait à favoriser l'implantation des «grands» syndicats.

Des conflits récents ont montré que des situations compliquées pourraient voir le jour à cause de la crise qui fait ressortir la contradiction entre les «gestionnaires» syndicaux et les luttes radicales (...).

Est-ce que, comme l'exprime un analyste universitaire, on assiste actuellement à «la décomposition avancée des syndicats»? Difficile de le dire, mais ce qui est certain c'est que la réforme que nous venons d'évoquer trouve beaucoup d'épines sur son chemin (...). La lutte de classe, qui tend à devenir plus radicale à la mesure des enjeux, ne se soucie guère des cadres légaux et risque de balayer les réformes les mieux ficelées - ce que n'est pas ce compromis laborieusement acquis.

G. B. et H. S

Les comités Syndicaliste-Révolutionnaire (CSR), dans le n° 36 (juillet 2009) de leur revue «*Syndicaliste !*»<sup>(5)</sup>, font eux aussi une analyse des difficultés du syndicalisme. Son renouveau, à leurs yeux possible, passe par un mode d'organisation plus judicieux. Dénonçant «*le modèle anarcho-syndicaliste devenu hégémonique*», les CSR ont toujours proposé une structuration basée sur «*les syndicats d'industrie*» et insisté sur l'intérêt de faire revivre «*le Front Unique*». Ils pensent que leur campagne sur la réunification syndicale a pesé sur l'annonce récente par le SNES-FSU «*d'œuvrer à l'unification du mouvement syndical autour d'un syndicalisme de transformation sociale et de lutte (...) pour participer à la construction d'un nouvel outil syndical*». Ils se félicitent que la tendance majoritaire de la FSU fasse cette proposition de réunification du mouvement syndical et soulignent avec satisfaction que «*ce positionnement a été anticipé et complété par une rencontre dès le 10 mars entre une délégation interprofessionnelle de la CGT (dont B. Thibault) et des repré-*

*sentants de la FSU (dont G. Aschiéri), ainsi que par une longue interview croisée des secrétaires de l'USEN-CGT et du SNES-FSU dans le journal des cadres de l'UGICT, «Options».*

Au contraire, ces intentions d'Aschiéri ont suscité de vives critiques tant à «*Ecole Emancipée*» (qualifiée

par les CSR de «*tendance LCR puis NPA de la FSU*») qu'à «*Emancipation*» (présentée comme une «*tendance anarcho-syndicaliste de la FSU et de SUD Education*). Les CSR ont ironisé sur «*le repli identitaire*» des premiers et «*la position intenable*» des seconds qui avaient pourtant soulevé le problème que pose(r)ait l'affiliation inévitable à la Confédération Européenne des Syndicats ou à la Confédération Syndicale Internationale de tout ce beau monde une fois rassemblé dans une organisation syndicale unique... Une affaire à suivre.

Pour illustrer l'intérêt que présenterait un syndicalisme d'industrie, les CSR cite plusieurs exemples dans le dernier numéro de leur revue. Nous reproduisons sur la page suivante des extraits d'un article consacré à l'industrie automobile.



**Publié dans la revue  
"Syndicaliste !"**

**Une CGT totalement désorganisée**

L'annonce du recul des ventes [de l'automobile] a été l'occasion d'un vaste plan de restructuration, par vagues successives afin de ne pas provoquer une réaction des travailleurs au niveau de la branche. (...)

La réponse syndicale a été totalement chaotique. Cela tient à l'orientation politique de la CE de la Fédération Métallurgie dont les syndicats se sont dotés. Mais la responsabilité ne saurait reposer exclusivement sur le choix social-démocrate d'une poignée d'hommes. La fragilité de la CGT ne s'explique pas par l'idéologie de quelques «dirigeants» mais relève de conditions bien plus matérielles. (...)

Quel sens ont les rassemblements devant les préfectures de régions (comme le 11 mars à Toulouse) ou des «états généraux entre partenaires sociaux» obtenus facilement ? Il faut rappeler que les vrais donneurs d'ordre sont en nombre réduit et tous de taille internationale. Alors pourquoi perdre son temps à discuter au niveau régional lorsque la bataille doit être menée au niveau national et international. L'actuelle majorité CGT justifie cette stratégie suicidaire en demandant que les «fonds débloqués soient pour l'emploi et les salariés, sous le contrôle de ceux-ci». Or en «décentralisant» le contrôle on ouvre justement la voie à l'impossibilité de contrôler quoique ce soit quant à la surveillance des fonds !

De telles élucubrations stratégiques s'expliquent par la baisse de formation politique des équipes militantes et plus particulièrement aux plus hauts niveaux de responsabilité. A force de s'en remettre constamment à l'Etat capitaliste, et donc à livrer la gestion économique aux technocrates, les syndicalistes ont perdu toute capacité de contrôle ouvrier, toute capacité de réflexion autonome. Le produit fabriqué est devenu totalement abstrait pour ceux là même qui sont des travailleurs de l'automobile si ceux ci intervenaient de façon organisée.

**Le syndicalisme d'industrie**

Les grèves à Visteon et à la Sonas ont montré l'efficacité de la stratégie du syndicalisme d'industrie. Visteon produisant des planches de bord à flux tendu, la grève a donc bloqué très rapidement deux chaînes de montage de Peugeot Sochaux. Les élus locaux et les autorités ont donc fait pression sur la direction pour qu'elle négocie. Quant à la deuxième usine, suite à une liquidation judiciaire, les repre-

neurs menaçaient de réduire de 45% les effectifs du groupe. La grève illimitée a donc bloqué la fourniture en pièces détachées... pour les tableaux de bord de Visteon, à destination des usines de montage de PSA Sochaux et Mulhouse, Renault Douai et même des usines allemandes de Mercedes. En deux jours, les travailleurs sous-traitant ont bloqué les constructeurs, la sous-traitance en cascade fragilisant encore plus les donneurs d'ordre. Mais cette grève, efficace est restée isolée, Renault et PSA menaçant alors de ne pas verser de primes extra-légales pour les licenciés. A Faurecia Auchel, filiale de PSA, la grève du 4 février (suivie à 95%) a paralysé les usines de montage Renault, Volvo et Toyota. Au final, après 19 jours de grève en mars et 14 en avril l'usine est maintenue et les sanctions contre les grévistes, abandonnées.

Même chose à Lear suite à la menace de délocalisation de l'usine vers Cergy. La fabrication de sièges a ainsi été suspendue, obligeant la direction de PSA Aulnay à stocker des milliers de voitures non achevées. Cette lutte a montré également l'enjeu d'un syndicalisme d'industrie international. La direction a tenté de casser la grève en faisant venir par camions des sièges produits en Espagne.

La mobilisation la plus intéressante fut celle menée par les ouvriers de SBFM Hennebont. Non seulement parce qu'elle bloqua la production des usines de Renault, mais également de par les modalités d'action. La CGT de SBFM a su faire vivre le contrôle ouvrier dans la perspective du maintien de l'outil de production. Car les travailleurs, après s'être débarrassés de leur direction, ont réussi à maintenir la production tout en défendant une seule revendication : la réintégration de l'usine dans le groupe Renault. Ce qu'au final ils ont obtenu et ce qui n'a pas été assez popularisé par la fédération et la confédération.

L'industrie automobile a besoin d'un plan de bataille national et même international. La bourgeoisie a réorganisé l'industrie selon le schéma toyotiste dont une des caractéristiques est la production à flux tendu, et la seconde l'utilisation de la sous-traitance. Si la grève tournante est interdite dans une entreprise, ce qui d'ailleurs n'empêche pas de l'utiliser comme nos camarades d'ERDF GRDF ont su le faire en Midi Pyrénées, rien ne rend impossible une grève tournante par entreprise. Il suffirait donc qu'un nombre très faible de travailleurs soit en grève, sur une courte période et à tour de rôle, pour bloquer une industrie pendant des semaines.

De nombreuses équipes militantes ont

éprouvé, dans l'urgence, le besoin de se coordonner. Mais les actions communes ont été organisées dans la précipitation.

(...) La vraie perspective politique c'est de créer à travers les luttes, et leur coordination, un contre pouvoir prolétarien, d'avancer un projet de gestion socialiste de l'industrie en le faisant vivre par le contrôle ouvrier.

Pour que nos luttes ne restent pas défensives, l'actualité c'est l'investissement des syndicats dans leur fédération afin de lui donner une orientation de classe et d'imposer des mandats clairs à ceux qui gèrent la fédération. Il est tout aussi indispensable de réorganiser la CGT sur la base du syndicalisme d'industrie. Ce débat est au cœur du 49<sup>ème</sup> congrès alors emparons nous-en !

(1) Pour s'abonner 1 an -10 numéros : 40 euros. Chèque à l'ordre de Colette Mallet Le Stang 29710 PLOGASTEL-ST-GERMAIN ; [em-abonnement@alicedadsl.fr](mailto:em-abonnement@alicedadsl.fr). Dans leur local parisien, une librairie dont vous pouvez devenir coopérateurEs : SARL EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 PARIS. «L'Emancipation syndicale et pédagogique» est une revue qui regroupe des militantEs issuEs de différents syndicats, qui rend compte des luttes et qui est un outil pour celles à construire.

(2) On voit concrètement ce que signifiait le projet de «relever les défis de la mondialisation» présenté dans la résolution générale, du dernier congrès confédéral de la CGT (2006). On devine aussi ce que vaudront, dans les décisions à venir, les résolutions qui seront votées lors du prochain congrès, le 7 décembre 2009 à Nantes !... [Ajout ACC].

(3) Une abolition sur laquelle on ne va pas pleurer. Mais, technique gouvernementale éprouvée, un «progrès» cache des mauvais coups qui, au final, aggrave la situation. [Ajout d'ACC].

(4) Voir l'adresse et les conditions d'abonnement à ce bulletin sur la page 2 du présent numéro d'ACC.

(5) Pour contacter les CSR écrire au : Comités Syndicaliste-Révolutionnaires BP 3 31240 ST JEAN. Internet : <http://www.syndicaliste.fr> Courriel : [csr@syndicaliste.fr](mailto:csr@syndicaliste.fr). Abonnement à la revue «Syndicaliste !» : 20 euros les 10 numéros. De nombreuses «brochures rouges» sont disponibles, toutes à 1,5 euros. Chèque à l'ordre du CSR.

La tactique adoptée et les revendications avancées dans certains conflits sociaux de ces derniers mois ne touchaient pas à l'essentiel : les patrons n'ont finalement pas grand-chose à craindre de bonbonnes de gaz, et les médias du système s'en repaissent. Autant on enrage devant ce genre de réactions faibles des salariés (voir notre dernier numéro, ACC n°206 – juil let 2009), autant on se réjouit de voir que dans d'autres conflits, au contraire, une stratégie digne de ce nom est mise en avant.

Dans l'exemple ci-dessous elle est en partie portée par le NPA qui, représenté par sa section du 31, envisage concrètement autre chose qu'une combinaison électorale. Il s'agit d'une lutte pour une réquisition. De cela bien sûr, les médias parlent peu, ou pas du tout. Raison de plus pour qu'on publie la déclaration du NPA 31 et qu'on soutienne les actions proposées.

# Molex : une seule solution, la réquisition !

(Déclaration du NPA 31 - 6 août 2009)

Les travailleuses et travailleurs de Molex en grève depuis le 7 juillet seraient-ils en passe de gagner leur pari : mettre le gouvernement Fillon devant ses responsabilités et le contraindre à faire pression sur les actionnaires de la multinationale états-unienne pour qu'ils cèdent à l'exigence des grévistes de la poursuite de la production sur le site de Villemur-sur-Tarn et du maintien de tous les emplois, les «283 Molex» et la trentaine d'intérimaires ?

Oui, si l'on en croit *La Dépêche* du 4 août : « *“Il est inacceptable que Molex brade le savoir-faire de son usine de Villemur-sur-Tarn et veuille fermer le site”, a tonné Christian Estrosi* », le ministre de l'industrie. Cela après que le directeur de cabinet du même Christian Estrosi a rencontré les élus du comité d'entreprise le 31 juillet et leur a assuré qu'un repreneur fiable (mais qui ?) s'était manifesté.

Non, si l'on en croit toujours la même *Dépêche* du 4 août : « *Christian Estrosi a martelé : “Les dirigeants de Molex doivent vendre l'entreprise de Villemur avec ses brevets, son outil de travail, son savoir-faire”.* »

Vendre ? Voilà bien la pensée limitée d'un ministre de la bourgeoisie, respectueux de la propriété privée, qui réclament aux patrons voyous de Molex de bien vouloir tirer encore du profit de ce qu'ils ont volé depuis cinq ans. Des patrons rapaces qui ont doublé leur mise depuis 2004 en extorquant le travail des productrices et producteurs de Villemur à un «taux de profitabilité» de 19 % l'an (rapport de synthèse Syndex, mai 2009).

Le NPA 31 tient à rappeler que c'est un ami politique de Christian Estrosi, Francis Mer, grand patron du Medef et ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de l'époque, qui a autorisé, le 24 mars 2004 (voir la pièce jointe), la vente de Cinch Villemur à Molex dont voulait se débarrasser la SNECMA, devenu Safran que préside... Francis Mer depuis 2006. Pantouflage et délit d'initiés de barons du Medef et de caciques de l'UMP transpirent par tous les pores de l'affaire Molex...

C'est pourquoi le NPA 31 exige du gouvernement qu'il réponde concrètement à la revendication des grévistes de Molex de pérenniser le site et ses emplois. Les actionnaires de Molex doivent être expropriés sans indemnités. Le site (ses biens matériels et immatériels, tels les brevets) doit être réquisitionné, déclaré propriété publique et sa production placée sous le contrôle des producteurs eux-mêmes, les propriétaires légitimes des « brevets, outil de travail et savoir-faire » dont parle Christian Estrosi.

Le NPA 31 accompagne suffisamment les travailleuses et travailleurs de Molex depuis le début du conflit ouvert par leurs patrons irresponsables, le 23 octobre 2008, pour savoir qu'ils sont prêts pour une telle solution de sortie de crise. Leurs délégués élus du comité d'entreprise le répètent à tous les micros qu'on leur tend. Pour elles et eux, il s'agit aussi de morale et de dignité quand ils revendiquent de travailler au pays, de produire au plus près des entreprises acheteuses de leurs connecteurs, de se former et d'initier de nouvelles technologies pour une production répondant aux besoins sociaux, celui-ci, entre autres, de concevoir et de fabriquer des pièces adaptées aux nouvelles gammes de véhicules électriques non polluants préservant l'écologie de la planète.

Ce qu'ils disent aussi, c'est l'aberration du gaspillage capitaliste qu'envisagent les patrons de Molex, obstinés à fermer le site à tout prix le 31 octobre, quand ils leur promettent 62 000 € d'«indemnités de départ» en moyenne, 17 546 000 € au total, soit plus de la moitié du budget total de fonctionnement annuel de l'entreprise (32 millions d'euros). Sans compter les autres 18 500 000 € que les actionnaires de Molex sont prêts à déboursier dans le cadre du PSE (plan de «sauvegarde» de l'emploi) et du «plan de revitalisation», soit un total de 36 millions, 4 millions de plus de ce qui permettrait de faire tourner la boîte pendant une année.

A Villemur, comme ailleurs, le Capital est prêt à tout pour détruire le Travail.

Le NPA 31 s'adresse solennellement aux partis de gauche parlementaires, au PS particulièrement et à son député élu de la circonscription, Gérard Bapt, pour qu'ils déposent au Parlement un proposition de loi de réquisition de l'entreprise Molex de Villemur-sur-Tarn et son passage en propriété publique gérée par ses producteurs.

Dans l'immédiat, le NPA 31 assure les «283 de Molex» du site de Villemur de son total soutien dans la grève qu'ils ont entamée le 7 juillet. Il les soutient et les remercie pour leur détermination à faire avancer la cause du monde du travail, quitte pour cela à «garder à vue» un Markus Kerriou pendant 26 heures les 20 et 21 avril dernier ou à proposer à Eric Doesdurg de goûter de leur omelette le 5 août dernier. Au moins ces deux-là n'ont pas à se plaindre, quand leur comparses William Brosnan et Philippe Fort, mis en examen, comparaitront au pénal le 17 novembre prochain pour «entrave au fonctionnement du comité d'entreprise» et risquent un an d'emprisonnement.

Le NPA 31 appelle ses adhérents, ses sympathisants, toutes les travailleuses et tous les travailleurs du département et au-delà à répondre aussitôt à toute demande de solidarité active que les grévistes pourraient formuler dans le bras de fer qui les oppose aux patrons pour le contrôle du stock de pièces.

Il les appelle enfin à la solidarité financière, à verser un chèque de soutien sur le compte de la caisse de grève dès que l'Intersyndicale l'aura ouvert, parce qu'il faut les aider à éponger les 10 jours de retrait de salaire sur la fiche de paie de fin juillet, les aider à tenir jusqu'à la victoire. Leur victoire sera notre victoire, leur défaite serait notre défaite !

**pour le NPA 31,  
Myriam Martin et Julien Terrié, porte-parole**

# Les désobéisseurs

## Collaboration ou résistance

3000 enseignants du primaire résistent depuis plusieurs mois face à un pouvoir qui organise le démantèlement des services publics et leur privatisation progressive. « Il s'agit rien moins que de savoir si nous acceptons de participer passivement à ce démantèlement par notre silence complice ou notre collaboration active ou bien si nous décidons de résister, y compris par la désobéissance pédagogique collective, pour faire échec aux mesures imposées » écrivent-ils sur leur blog (<http://resistancepedagogiqueblog4ever.com>).

Ils ont évidemment provoqué l'ire et la répression gouvernementales. Certes, ils assument sereinement et s'organisent pour susciter solidarité et soutien en faveur de ceux qui sont sanctionnés pour l'exemple. Comme Alain Refalo convoqué devant un conseil de discipline le 9 juillet dernier où il a été condamné à une rétrogradation (une cinquantaine d'autres ont subi des sanctions uniquement financières). Mais on ne peut pas s'empêcher de penser, que, dans un autre contexte, un combat aussi déterminé et exemplaire que celui-là, un combat mené contre l'obscurantisme des forces de l'argent, aurait trouvé rapidement davantage de soutiens.

Il y a bien quelques milliers de personnes qui se sont mobilisées pour encourager les désobéisseurs, beaucoup de parents de la FCPE notamment, et c'est tant mieux. Il y a bien quelques personnalités qui se sont engagées à leur côté, et notamment des résistants historiques comme Raymond Aubrac et Stéphane Hessel, et c'est un symbole fort. Mais la grande masse des enseignants ?... La grande masse de ce qu'on appelle parfois « les citoyens », tous usagers des services publics ?... Pour l'instant, absente.

C'est un scénario classique, hélas, dans ce genre de combat difficile; les désobéisseurs le savent et l'assument.

## Le rôle souhaité, le rôle réel

Quant aux organisations syndicales, à l'exception d'une seule, SUD, qui soutient sans réserve, elles se font bien discrètes. Cela va d'un soutien timide à une hostilité plus ouverte.

Classique, là aussi : on ne peut pas espérer que ces organisations institutionnalisées s'autorisent, à froid, à encourager quelque chose qui déplaît si fortement au pouvoir, une action qui prend la forme déterminée d'une « résistance pédagogique [conçue] comme une étape dans la résistance globale à la déconstruction de notre système éducatif ».

## Constat

C'est un constat un peu désabusé que les désobéisseurs ont fini par faire sur leur blog. Même si, dans un premier temps, ils se sont sentis obligés de ménager un peu les syndicats en définissant brièvement ce qu'aurait pu être, dans une situation idéale, le rôle de chacun : « Le mouvement des enseignants en résistance est un mouvement complémentaire de l'action des organisations syndicales ».

Mais cette situation idéale, de complémentarité, est sensiblement éloignée de ce que les désobéisseurs ont découvert et qu'ils décrivent dans une synthèse mise en ligne le 29 juin dernier. Extraits :

« Cette objection de conscience réfléchie [la désobéissance] est entrée en résonance avec les attentes de nombreux enseignants, découragés par l'absence de perspectives de lutte efficace (...).

Le fait majeur, inédit, de cette année est incontestablement l'émergence d'un mouvement de résistance pédagogique qui s'est affiché au grand jour et de façon autonome. Ce mouvement spontané, organisé en réseau grâce à internet, a pris à contre-pied à la fois la hiérarchie et les syndicats (...).

Affirmer que ce mouvement de désobéissance n'est pas syndical parce qu'il procède d'un engagement personnel, considérer la désobéissance civile comme une démarche individuelle alors qu'elle est essentiellement une action collective sont des mauvais procès qui cachent mal un embarras face à une action certes « syndicalement incorrecte », mais exigeante dans sa radicalité et potentiellement puissante dans sa capacité à créer une pression forte et durable sur le pouvoir. La résistance pédagogique (...) porte des valeurs et des exigences d'une école au service d'une société juste et solidaire (...).

Nous sommes apparus comme des enseignants consciencieux et responsables, soucieux de la réussite de tous les élèves, prêts à prendre des risques pour défendre une certaine idée de l'école [et porteurs] de projets alternatifs (...).

Si nous n'avons pas réussi à convaincre cette année les syndicats majoritaires de reprendre à leur compte l'action collective de désobéissance, comme l'a fait Sud Education depuis le début, nous avons néanmoins réussi à faire bouger quelques lignes (...).

Cependant, la question à laquelle doivent répondre les syndicats qui veulent encore se battre contre ces « réformes » est double :



- Avez-vous réellement la volonté de neutraliser les lois qui déconstruisent le service public d'éducation ?

- Si oui, quels sont les moyens d'action que vous allez mettre en œuvre pour construire un véritable rapport de force avec le pouvoir ?

Au nom de ces deux questions et au vu du bilan plus que décevant de leur action de cette année, les syndicats ne peuvent aujourd'hui échapper au débat sur la nécessité de revisiter leur logiciel de résistance (...)

Si nous n'avons pas réussi - et comment aurait-il pu en être autrement sans le relais des syndicats - à créer un mouvement plus massif de résistance pédagogique, nous avons néanmoins réussi à enfoncer un coin dans le dispositif de l'aide personnalisée (...)

Le relais syndical ? Peut-on l'espérer en dehors d'une dynamique qui prendrait de l'ampleur et qui bousculerait les appareils ? Certainement pas.

## Une dynamique à renforcer

Si il ne s'appuie que sur des enseignants, l'élan des désobéisseurs aura du mal à se renforcer.

A Bailleul (Nord), un docteur s'est opposé aux exigences financières de sa direction dans un établissement de santé. A Aubenas, un conseiller financier de la Caisse d'Epargne a refusé de vendre un placement financier pourri. Des exemples encourageants, mais encore trop peu nombreux ; il appartient aux agents du service public, comme aux usagers, de faire qu'ils se multiplient !

Le pouvoir, lui, n'attend pas : le 23 juillet, en procédure d'urgence absolue, l'Assemblée Nationale a adopté définitivement la modification du décret portant sur la « mobilité » des fonctionnaires. Quand Sarko l'aura promulgué, tout agent dont le poste se trouverait supprimé pourrait être radié de la fonction publique...

# Rencontres et lectures à contre courant

## D'après Foucault - Gestes, luttés, programmes

Des prisonniers aux migrants, de la maladie aux formes inédites de contrôle, de la géopolitique au renouvellement des vieilles questions « que faire ? » et « d'où parlez-vous ? », de multiples raisons portent aujourd'hui à se mettre à l'écoute de Michel Foucault. Comment penser d'après lui ce qui vient après lui ? Comment se saisir de ses analyses pour renouveler la lecture du présent et les manières d'y intervenir ? User, comme il y invitait, de son œuvre comme d'une boîte à outils suppose de briser l'image d'une doctrine sagement rangée aux côtés d'autres académismes.

« *D'après Foucault* » de Mathieu Potte-Bonneville et Philippe Artières est paru aux Editions Les prairies ordinaires. 22 euros.

## Le jour de l'addition

Gestionnaires et gouvernants comptent bien faire payer l'addition de la crise aux pauvres. A contre courant du discours économique ambiant, l'auteur de « *Le jour de l'addition* », Paul Mattick souligne qu'une politique interventionniste ne suffira pas à résoudre les épineuses contradictions du système capitaliste. Car c'est la logique même de la quête du profit qui est arrivée à son point d'explosion. Tant que les êtres humains ne sauront pas les dépasser en actes, les aberrations du système s'aggraveront, ainsi que les calamités sociales, culturelles et environnementales.

« *Le jour de l'addition – aux sources de la crise* » de Paul Mattick, est traduit de l'anglais par Norbert Gobelin et Rémi Trom - 63 pages – 7 euros - ISBN 978-2-915694-41-3 - Paru aux Editions L'insomniaque 43 rue de Stalingrad 93100 MONTEUIL – [insomniaqueediteur.org](http://insomniaqueediteur.org) – Tél/Fax : 01 48 59 65 42.

## A vos ordres ? Jamais plus !

Dans son livre « *A vos ordres ? Jamais plus !* », Maurice Rajsfus aborde toutes les facettes de ce que peut représenter l'ordre public, l'ordre brutal mis au service du pouvoir – quel qu'il soit.

L'ordre ne se partage pas ! C'est l'expression de l'autorité, de la toute-puissance de ceux qui se donnent pour mission de faire appliquer des lois écrites et des volontés non dites. Il faut avoir souffert de l'ordre pour bien comprendre sa nocivité. C'est au nom de l'ordre que l'on asservit les peuples. C'est au nom de l'ordre que l'on tue. L'ordre n'est pas nécessairement compatible avec la liberté, l'ordre ne peut que corrompre, il pervertit, il incite à la malveillance et au rejet, à la marginalisation des sceptiques même. Au nom de l'ordre, il est possible de se livrer tranquillement à la délation de ses semblables.

Ces quelques extraits de l'introduction pour vous inviter à lire Maurice Rajsfus. Né de parents juifs polonais en 1928, rafles sur dénonciation pour un camp de concentration d'où ils ne reviendront pas, Maurice Rajsfus n'a cessé de militer et d'écrire sur les thèmes de la Shoah en France, de la police et des atteintes aux libertés.

Co-fondateur en 1994 et Président de *l'Observatoire des libertés publiques*, il recense dans le *Bulletin d'information anti-autoritaire – Que fait la police ?* (<http://quefaitlapolice.samizdat.net>) les méfaits, « bavures » et actes discriminatoires, les attitudes vexatoires des policiers qui ont, pour certains, de plus en plus tendance à se prendre pour des justiciers à l'encontre de celles et ceux qui sont considérés comme « potentiellement » dangereux dans les quartiers populaires mais aussi dans les manifestations et mouvements contestataires.

« *A vos ordres ? Jamais plus !* » est paru aux Editions du Monde libertaire – collection Pages libres – 12 € - 260 pages.

## Fête anticapitaliste du CAC

### les 3-4 octobre près de Besançon

Des militant(e)s et sympathisant(e)s de partis politiques, syndicats, associations de Besançon ont créé un collectif en vue de la construction d'alternatives concrètes au système capitaliste. C'est le **CAC** : (Collectif pour des Alternatives au Capitalisme) dont les premiers signataires sont : Alternatifs, APIC, ATTAC, Charivari, Ferc-Sup CGT, JC, MRAP, NPA, PCF, PG, UNEF. Le **CAC** organise les 3-4 octobre 2009 à Montferrand-le-Château, dans la périphérie de Besançon, un festival des alternatives au capitalisme.

Le programme des festivités et débats de ces deux jours est très riche : plusieurs tables rondes : « *La décroissance en question ?* » avec J.C. Besson-Girard (revue Entropia), Raoul Marc Jennar (NPA) et H. Bramey (PC), « *Les Expériences d'AUTOGESTION* » avec Catherine Samary (auteure d'une thèse sur l'autogestion yougoslave), un représentant des Scop et un représentant de l'AMAP, « *LA TRANSITION POLITIQUE* » avec Raoul Marc Jennar, Paul Ariès (politologue et écrivain), Jean Préposiet (historien et militant anarchiste) et J.A. Nielsberg, (revue Contrepoints) ; une conférence-débat sur *le système financier* (avec T. Fournier); une projection de film sur *les écoles alternatives* suivi d'une discussion.

Malgré l'austérité des sujets abordés, une belle ambiance est assurée : *Animation musicale* (Antoine CHU Chanson française / reggae, LES FEES MINEES Chanson française), *soirée concerts* (Alfred Massai Chanson française / Acoustique, Jack and the Bearded Fishermen Country / Death Metal / Rock), *marché bio* (fruits-légumes, pains, fromages, produits de l'artisanat local), *improvisation théâtrale* (4 « improvisateurs » apporteront leurs visions des alternatives au capitalisme). Sans oublier, tout au long du week-end, les *animations et stands associatifs* (AC, RESF-RUSF, Attac, APIC...), *le village du livre* (stand de médias alternatifs), *les animations et contes pour enfant*, et, bien sûr, la restauration et la buvette sur place.

Pour obtenir le programme détaillé visitez le site : [www.le-cailloudanslemocassin.fr](http://www.le-cailloudanslemocassin.fr) (rubrique la grande lessive) ou, pour tout contact, téléphoner au 06.81.62.40.54.

## Rassemblement européen

### les 3-4 octobre à Colmar

La rentrée sera chaude dans l'Est, puisque, après être allés les 29-30 août à la foire bio-éco à LURE pour écouter notamment A. Bihr sur le thème « *Le capitalisme vert est-il possible* », vous serez, les 3-4 octobre, au **rassemblement européen à Colmar pour exiger la fermeture définitive de la centrale nucléaire de FESSENHEIM**, tout en participant le même week-end (!) à la *fête anticapitaliste du CAC* près de Besançon. (Non, pour réussir une révolution, le don d'ubiquité n'est pas nécessaire, mais, par contre, le nombre sera exigé !). Sans compter que l'équipe ACC/AES mijote quelque chose de son côté, mais ce sera le dimanche suivant, le 11 octobre...

Pour revenir à Colmar, donc : le **samedi 3 octobre à 14 H, Place Rapp**, le « *Réseau sortir du nucléaire* » organise une **manifestation** contre la prolongation de Fessenheim qui, après 32 ans d'un fonctionnement de plus en plus problématique ira à l'encontre de toute logique technique, économique et sociale.

L'arrêt définitif de cette centrale à l'automne 2009 pourrait être aussi le **signal de la sortie du nucléaire** !

Lors de ce week-end à Colmar, conférences, concerts, projections et théâtre sont au programme. Pour le découvrir dans tous ses détails rendez-vous sur le site [www.fermons-fessenheim.org](http://www.fermons-fessenheim.org). Contact : 04. 79. 36. 13. 19.

# Les vrais «amis» de Michel Rocard

L'émission de TV 30 Millions d'Amis s'était déplacée chez les Rocard le 2 février 2008 : Michel Rocard, Premier ministre de François Mitterrand de 1988 à 1991 et Sylvie, son épouse ont en commun l'amour des animaux. Ils vivent en compagnie de 14 chats et 3 chiens ! Depuis peu, à titre personnel, Sylvie Rocard est devenue administratrice de la Fondation Brigitte Bardot. Et l'un de ses combats concerne la consommation de viande de cheval. Elle dénonce les terribles conditions d'élevage des chevaux de boucherie et les épouvantables tortures qui leur sont infligées sur la route des abattoirs...



... un combat dans lequel elle a entraîné son célèbre mari.

**Nul ne s'étonnera donc que Rocard alias Hamster Erudit, éléphant socialiste, spécialiste de la banquise, forme avec Juppé un bel attelage de deux beaux chevaux de retour pour un emprunt bien mal parti**

#### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 12123  
68060 MULHOUSE cedex 2



**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 28/08/2009

### Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Pour sortir du capitalisme en crise  
 Page 2 et 3 ..... Questions sans réponse  
 Page 3 ..... Référendum au Niger  
 Page 4 ..... Manif pour les droits des femmes  
 Page 5 à 8 .... L'angoisse des éléphants et petits marquis  
 socialos  
 Page 8 ..... Marché et goupillon contre laïcité  
 Page 9 à 12 .... Dérives du syndicalisme ou syndicalisme  
 à la dérive ?  
 Page 13 ..... Molex : Une seule solution, la réquisition !  
 Page 14 ..... Les désobéisseurs  
 Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
 Page 16 ..... Les vrais "amis" de Michel Rocard

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
 et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
 Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE